

*Cambodia Indigenous Peoples' Alliance (CIPA).*  
*Katrine Gro Friborg*  
*Frédéric Bourdier*

## Évènements en 2020

### Les conséquences globales de la pandémie

Alors que le Cambodge était épargné par la pandémie en 2020 avec un nombre de cas insignifiant de COVID-19 en comparaison à d'autres pays du Sud-Est, elle a toutefois affectée l'économie, l'accès à l'éducation et accru les risques en matière de liberté d'expression tant pour de les peuples autochtones<sup>1</sup> que pour le reste de la population cambodgienne. Selon l'organisation des peuples autochtones du Cambodge (*Cambodia Indigenous Peoples Organization*: CIPO), une organisation qui ne représente pas l'ensemble des peuples autochtones du pays, les villages reculés eurent un accès restreint pour le dépistage du COVID-19 car les tests étaient essentiellement limités à Phnom Penh et à Siem Reap, deux villes éloignées des hautes terres où résident les peuples autochtones, ce qui laisse un doute sur la véracité des statistiques officielles du COVID-19. En outre, la période a été marquée par une recrudescence de l'exploitation forestière illégale et de l'accaparement des terres, provoquant déforestation, moindre accès aux ressources naturelles et insécurité généralisées chez les communautés autochtones.

Selon le Rapporteur spécial sur la situation des Droits de l'Homme, 2020 fut marquée par le rétrécissement de l'espace civique associée à de multiples tensions sociopolitiques à travers le monde. Au Cambodge, les restrictions envers les mobilisations pacifiques ainsi que les condamnations des voix critiques – même modérées – à l'égard du gouvernement se sont intensifiées. Les critiques et les opposants politiques continuèrent d'être cibles de mesures répressives implacables, avec détentions arbitraires et détournement des lois pénales. Au moins 140 personnes associées à l'ancien parti d'opposition CNRP (*Cambodian National Rescue Party*), prohibé depuis 2017, furent arrêtées, accusées de complot contre l'État, d'incitation à promouvoir le chaos et de jeter le discrédit sur des décisions judiciaires, au demeurant arbitraires. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH) a reçu de nombreux rapports d'actes d'intimidation contre la société civile et les organisations de défense des droits de l'homme tout au long de l'année. Ces rapports soulèvent de graves préoccupations en matière de Droits de l'Homme dans un pays où les autorités ne respectent guère les lois nationales ni les droits humains internationaux. La privation de liberté, le droit relatif à l'arrestation ainsi que l'accès à une procédure légitime de protection - pourtant écrite dans la constitution cambodgienne - sont bafoués. Le Haut Commissariat aux Droits de l'Homme - CHDH a recensé 46 cas dans lesquels les activités des organisations de défense des droits de l'Homme et de la société civile ont été soumises à des ingérences indues, à des restrictions du droit à la liberté d'expression, à des intimidations et à du harcèlement. Autant de pratiques néfastes aggravées dans le contexte du COVID-19 où toute forme de réunion pacifique fut éminemment renforcée.

En avril 2020, le parlement a approuvé une loi autorisant l'état d'urgence en réponse à la pandémie. Rédigé sans consultation publique, le texte habilite le gouvernement à déclarer l'état d'urgence pour une période de trois mois, susceptible d'être prolongée sans justification particulière. Il notifie des restrictions - *inter alia* - sur l'exercice des libertés de mouvement et de réunion, et sur le droit d'obtenir des informations, le droit à la vie privée et le droit au travail. Le CIPO craint que le gouvernement utilise cette loi pour abuser de son pouvoir, teinté de paternalisme, afin de restreindre davantage les droits de la personne en temps de crise. La loi d'urgence a en outre été critiquée par de nombreux intellectuels et militants, eux-mêmes contraints en de telles circonstances d'agir dans l'ombre (par crainte de répression), car elle risque de faire taire la liberté d'expression et de criminaliser tout rassemblement pacifique. La promulgation accélérée de la loi rapidement rédigée sans débats ni examen contribue à une préoccupation très compréhensive de la part de la population cambodgienne khmère comme chez les populations non khmères.

### **Les effets du Covid 19 sur les communautés autochtones**

Selon CIPO, la pandémie a gravement et durablement affecté l'économie locale de nombreux peuples autochtones des provinces du nord-est. Bien que le gouvernement ait distribué de l'argent à environ 670 000 familles pauvres et vulnérables<sup>2</sup>, les communautés autochtones en ont insuffisamment bénéficié<sup>3</sup>. De plus, ces dernières connaissent des problèmes pour vendre leurs récoltes car l'accès aux marchés locaux demeure restreint tandis que les prix de leurs cultures de rente principales, tels la noix de cajou et le manioc, ont chuté de près de la moitié de leur prix antérieur (dû aux fluctuations du marché international). Cela dit, force est de reconnaître que la grande majorité des villageois autochtones possèdent des terres susceptibles d'agrémenter leur propre subsistance : leur situation reste moins précaire que celle des Cambodgiens pauvres. Localement, il a été rapporté que la majorité des peuples autochtones n'ont pas été en mesure de se protéger du COVID-19, car beaucoup n'avaient pas les moyens ni l'information suffisante pour acheter des masques et des désinfectants. Dans la province de Ratanakiri toutefois, l'utilisation de masques et du désinfectant était répandue dans la quasi-totalité des communes - en particulier pour les rassemblements lors des mariages<sup>4</sup>. En réponse, certaines communautés ont protégé les membres de leur communauté, sur la base des réglementations traditionnelles visant à empêcher les étrangers - y compris khmers - d'entrer dans leurs villages. Cette stratégie locale contribua à faire de ces habitats les mieux protégés de tout le pays contre la pandémie.

La fermeture des écoles en mars et la mise en œuvre de l'apprentissage en ligne ont peu exacerbé les formes d'inégalité entre élèves autochtones riches et pauvres, contrairement à ce qui est avancé pour le Cambodge en général<sup>5,6</sup>. S'il est vrai qu'il existe encore quelques jeunes autochtones n'ayant pas encore accès à Internet, donc dans l'impossibilité de suivre l'école « à distance », la cause majeure de l'abandon de cours pendant la pandémie<sup>7</sup> est à rechercher ailleurs. En effet, une majorité écrasante de jeunes autochtones - les étudiants en premier - possèdent déjà un iPhone ou un appareil compatible Internet mais le perçoivent comme un outil de divertissement et non d'enseignement. Ce fut donc la dépendance des jeunes aux jeux qui oblitéra l'utilisation d'Internet à des fins éducatives<sup>8</sup>.

Les informations sur le COVID-19 étaient principalement partagées par le gouvernement via Facebook. En ce sens, l'accès aux nouvelles pour de nombreuses communautés autochtones n'était guère limité, vu qu'une part croissante de jeunes adultes autochtones disposait de smartphones. Les autorités locales ont également diffusé des informations par le biais de haut-parleurs à bord de véhicules, le plus souvent en ayant recours aux langues autochtones. Il n'empêche que des informations précises et détaillées sur le COVID-19 ne sont pas parvenues de façon homogène dans toutes les communautés autochtones selon CIPO. Face à l'irruption du virus, de nombreuses communautés villageoises étaient devenues extrêmement vulnérables face au risque de l'extension de la pandémie dès le mois juillet 2020. Les informations étant partielles, les communautés s'attendaient donc au pire. Par contre, les conseils communaux furent très actifs pour diffuser des renseignements, même si la capacité des villageois à absorber les informations détaillées restait inégale et par moments limitée<sup>9</sup>.

### **L'enregistrement foncier dans la province septentrionale de Mondolkiri**

En 2020, le gouvernement a lancé le projet d'allocation de terres pour le développement social et économique (*Land Allocation for Social and Economic Development* : LASED) financé par la Banque mondiale. Le LASED est promu dans le but :

*« d'améliorer la sécurité foncière et l'accès aux infrastructures ainsi qu'aux services agricoles et sociaux pour les petits exploitants et les communautés autochtones sans terre et pauvres ».*

L'enregistrement officiel des terres constitue la pierre d'angle<sup>10</sup>.

En certains endroits, le projet a été vivement critiqué par les populations locales pour avoir été élaboré en précipitation et implanté dans le désordre. Le recours en principe obligatoire au consentement libre, préalable et éclairé fut quasi-inexistant. Il fut remplacé par une simple annonce informative. En conséquence, les organisations de la société civile, les communautés et les autorités villageoises n'eurent pas le temps – ni le droit – d'organiser ou de préparer leurs vues sur la question et encore moins de soumettre leurs doléances en vue d'un processus participatif qui s'est avéré illusoire. Il y eut aussi des manipulations perverses, alimentées par les autorités provinciales, afin d'inciter les communautés à demander des titres fonciers individuels plutôt que collectifs, ce qui provoqua en certains endroits des conflits au sein des membres d'une même communauté. Les autorités locales concernées ayant peu de marge de négociation au-delà de leurs contextes villageois d'intervention se virent attribuer à un rôle de simples exécutants, exceptionnellement consultatifs.

Parmi les communautés autochtones restant fermes quant à leur volonté d'obtenir un titre de propriété collective, la plupart se firent vulgairement rabrouer par les ministères compétents sous le prétexte qu'ils « exigeaient trop de terres », les centres de décision de la capitale préférant ignorer que l'espace social des cultures autochtones inclut des montagnes spirituelles, des forêts protégées, des cimetières et d'autres lieux réservés. Une lettre de plainte a été envoyée à la Banque mondiale, dans laquelle CIPO exhorte la Banque mondiale et les autorités nationales à respecter le consentement éclairé en consultant les populations locales lors de la délimitation des terres. Aucune

réponse n'est parvenue. CIPO a souligné à quel point le processus d'acquisition d'un titre foncier communautaire est difficile et long à obtenir. Le LASED ne s'est aucunement penché pour tenter de simplifier ledit processus. Pendant ce temps, l'acquisition de vastes territoires par les grandes entreprises bat son plein, ce que CIPO décrit comme résultant d'une corruption endémique chez les politiciens cambodgiens, l'armée et la police. D'autres observateurs reconnaissent aussi que des personnalités autochtones occupant une position privilégiée utilisent leur statut à des fins d'enrichissement personnel, et ce au détriment de leur communauté d'appartenance.

### **Crimes forestiers sous le couvert de la pandémie**

Le gouvernement cambodgien encourage depuis deux décennies l'allocation à long terme de terres forestières, habitées ou pas, transformées en Concessions Foncières Économiques (CFE) en vertu de la loi foncière 2001 en vue d'attirer les investisseurs agro-industriels et promouvoir le développement économique national. Les populations locales ne tirent aucun avantage de ces CFE qui entraînent de nombreux impacts sociaux et environnementaux<sup>11</sup>. Les CFE ne sont pas autorisées à dépasser 10 000 ha, mais cette disposition est immanquablement violée : les entreprises incriminées créent plusieurs entités ou sociétés mandataires qui se voient ensuite octroyer leurs propres parcelles de 10 000 ha, permettant ainsi à une entreprise d'occuper beaucoup plus de terres que ce qui est autorisé<sup>12</sup>. Fait révélateur, 15 entreprises détenues par des magnats occupant une position de CPP sénateur (membre du parti au pouvoir) ont obtenu des concessions de plus de 10 000 hectares et dépassent de très loin le montant autorisé. Un segment croissant de la population autochtone cambodgienne se voit ainsi dépossédé et poussé en dessous du seuil de pauvreté en raison de l'accaparement méthodique de leurs terres ancestrales et des expulsions forcées au moment même où les ressources naturelles du pays - en particulier ses forêts - continuent à être détruites ou épuisées à une échelle et à un rythme sans précédent.

Malgré les verrouillages imposés par le gouvernement, la pandémie COVID-19 a exacerbé l'exploitation forestière illégale et l'accaparement des terres dans de nombreuses forêts protégées du Cambodge<sup>13,14</sup>. Selon les données satellitaires de *Global Land Analysis* de l'Université américaine du Maryland, 1 403 414 alertes de perte de forêt ont été enregistrées en 2020, affectant environ 105 000 ha, dont plus de la moitié localisés dans des aires protégées<sup>15</sup>. La province de Ratanakiri ne fut pas épargnée par l'accaparement accéléré des terres et le défrichement des forêts : témoin en est, pour n'en citer qu'un ici, le village de Mas dans le district d'O Chhum, dont la zone forestière communautaire de Ya Poey (environ 4 000 hectares) qui fut illégalement éclaircie malgré les protestations villageoises.

Dans le sanctuaire de Keo Seima à Mondulkiri, domaine ancestral des Bunong, les agro-entreprises exploitantes et des bûcherons illégaux, souvent au service de ces agro-entreprises, continuent à ravager de vastes zones de la forêt protégée sous le couvert de la pandémie. De même, à Phnom Samkos et à Botum Sakor dans les montagnes des Cardamomes (sud-ouest du pays) une vague de déforestation illégale a fait surface pendant la pandémie.

Au sein du sanctuaire de Phnom Nam Lear, à Mondulkiri, la communauté de Bunong - dépendant étroitement de la terre pour sa survie quotidienne et le maintien de son mode de vie traditionnel - a déposé une plainte contre les autorités locales pour

défrichage illégal de la forêt protégée<sup>16</sup>. Une autre communauté bunong a fait de même contre un officier militaire ayant ordonné le défrichage illégal d'une zone à l'intérieur du même sanctuaire protégé<sup>17</sup>. La destruction des forêts apparaît plus que jamais comme un problème systémique de corruption profondément enraciné, avec peu d'acteurs environnementaux internationaux capables d'influer sur des mesures de renforcement de protection contre ce développement dévastateur. Les activistes environnementaux locaux quant à eux sont criminalisés sous le prétexte qu'il n'est pas de leur ressort d'interférer dans les affaires de l'État.

En mars, dans la province de Ratanakiri, 12 communautés autochtones attendaient la ratification officielle du retour (d'un fragment de) de leurs terres ancestrales par le ministère de l'Agriculture, à la suite d'un conflit foncier prolongé avec le géant agro-industriel vietnamien Hoang Anh Gia Lai (HAGL) qui s'éternise depuis près de 14 ans. Le gouvernement a demandé à HAGL de restituer 742 ha de sa concession de 50 566 ha (équivalant à cinq fois la limite légale) mais au lieu de restituer la forêt aux communautés autochtones ledit territoire a été complètement défriché. Des images satellites et des photos du sol le démontrent en faisant clairement voir un terrain vague brûlé de terre et de souches d'arbres. En l'état, la forêt ancienne, deux montagnes spirituelles, des zones humides, des zones de chasse et des cimetières ont été détruits, causant des dommages à des terres d'une valeur spirituelle inestimable pour les communautés<sup>18</sup>.

Plus vicieux encore est l'octroi incontrôlé de microcrédits aux populations autochtones, cible idéale, semble-t-il, des entités financières qui pullulent. Une majorité écrasante de familles autochtones sont endettées. Il s'agit là d'un des facteurs les plus tragiques de dépossession (le non-remboursement mensuel conduisant à la confiscation des terres hypothéquées). Encore une fois le gouvernement montre son incapacité à réglementer ou fournir un filet de sécurité pendant la pandémie, au moment-même où les familles ont justement moins les moyens de rembourser leur prêt à un moment donné où les prix de marché de leur production descendent en flèche.

### **L'aire protégée de Prey Lang**

En février, des responsables armés déployés par le ministère de l'Environnement (MoE) ont empêché des centaines de villageois kuy et khmer, de moines et de militants écologistes d'entrer dans le sanctuaire de Prey Lang désireux de célébrer la cérémonie annuelle de bénédiction des arbres<sup>19</sup>. La commémoration, combinant spiritualité bouddhiste et mythes du peuple autochtone kuy, avait pour objet de demander à ce que cesse l'exploitation forestière illégale<sup>20</sup> et prier pour l'avenir de la forêt<sup>21</sup>. Elle était organisée par *Prey Lang Community Network* (PLCN), un réseau très structuré de centaines de militants « protecteurs de la forêt », d'origine kuy, qui depuis 2000 surveillent bénévolement l'exploitation forestière illégale et défendent les droits fonciers autochtones. La cérémonie de bénédiction des arbres fut interdite sous le motif que le PLCN n'est pas enregistré auprès du ministère de l'Intérieur<sup>22</sup> comme l'exige la loi récente et controversée sur les associations et les ONG (LANGO)<sup>23</sup>. Malgré les assurances passées du ministère de l'Intérieur selon lesquelles LANGO ne peut être utilisée pour entraver les activités des communautés de base, la loi fut utilisée en tant que justification pour interdire les activités, même légitimes, de conservation du PLCN. Pire

encore, le MoE déclara que le PLCN n'avait pas la permission de pénétrer dans la forêt<sup>24</sup>, en se référant à l'article 11 de la loi sur les aires protégées<sup>25</sup> qui interdit à toute personne d'entrer dans une zone protégée sans autorisation. Le ministère oublie toutefois de faire valoir que l'article 11 fait seulement référence aux zones qui ont été démarquées. Par ailleurs, seule la zone circonscrite des quatre types de zone - la « zone centrale : *core zone* » - nécessite une autorisation formelle pour la pénétrer. Qui plus est, bien que Prey Lang ait été qualifiée d'aire protégée en 2016, la forêt n'a pas encore été zonée, malgré les incessants encouragements des groupes de conservation émanant de la société civile.

Le ministère de l'Environnement interdit au PLCN de patrouiller quotidiennement dans la forêt et menace d'intenter des poursuites judiciaires contre les membres du réseau s'ils continuent à patrouiller ou à collecter des données permettant d'évaluer le taux de déforestation, ce qui interdit toute documentation crédible et indépendante concernant les crimes forestiers. Pendant ce temps, de nombreux coupeurs clandestins, souvent à la solde d'entreprises, mais aussi des investisseurs eux-mêmes, continuent à abattre et transporter le bois des zones protégées en toute impunité<sup>26</sup>. Preuve en est des analyses par télédétection du *Global Forest Watch* montrant une augmentation spectaculaire de l'exploitation forestière à l'intérieur de la forêt protégée<sup>27</sup>.

Deux sociétés en particulier, Think Biotech et Angkor Plywood, sont considérées par PLCN comme la plus grande menace immédiate pour la forêt de Prey Lang. Des pans de déforestation récente se trouvent surtout autour de la concession Think Biotech<sup>28</sup>. Les deux entreprises sont des entités politiquement liées qui ont continué à opérer pendant l'épidémie du COVID-19. La corruption endémique au sein du secteur forestier officiel ajoute à la confusion étant donné que l'exploitation forestière illégale s'effectue par le truchement – le laisser-faire et parfois la complicité – de l'armée, de la police et du ministère de l'Environnement.

## Notes et références

<sup>1</sup> UN General Assembly. Human Rights Council, Forty-fifth session, 14 September–2 October 2020. Agenda items 2 and 10. Annual report of the United Nations High Commissioner for Human Rights and reports of the Office of the High Commissioner and the Secretary-General. "Role and achievements of the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights in assisting the Government and people of Cambodia in the promotion and protection of human rights. Report of the Secretary-General." Accès le 29 janvier 2021. [https://cambodia.ohchr.org/sites/default/files/Ohchr-report/Annual%20Report%20of%20OCHR%202020%20\(EN\).pdf](https://cambodia.ohchr.org/sites/default/files/Ohchr-report/Annual%20Report%20of%20OCHR%202020%20(EN).pdf)

<sup>2</sup> Kunthea, Mom. "PM: Covid-19 cash to needy will continue." The Phnom Penh Post. 26 November 2020. Accès le 29 janvier 2021. <https://www.phnompenhpost.com/national/pm-covid-19-cash-needy-will-continue>.

<sup>3</sup> Selon CIPO. D'autres sources indiquent que ces distributions en espèces sont parvenues aux communautés indigènes – une commune regroupant plusieurs villages disposait d'un quota – et les familles détenant une carte d'évaluation de leur pauvreté (*pro-poor card*) restaient prioritaires. Les conseils de commune critiquent les distributions parce que l'argent a été utilisé pour l'alcool et les jeux de hasard - et non pour les produits de première nécessité - et a souvent aggravé la situation familiale. Ce programme aurait dû être administré d'une manière beaucoup plus créative et ingénue. Les conseils de commune estiment qu'ils auraient dû détenir l'argent afin que les familles l'utilisent seulement en cas de nécessité.

<sup>4</sup> Information : Gordon Patterson, 2021 (résidence permanente à Ratanakiri).

<sup>5</sup> Oudom, Sam and Ros Phthinara. "In Rural Monduliri, Teachers Fear Poorer Students Have Fallen Behind." VOD, 4 September 2020. Accès le 29 janvier 2021. <https://vodenglish.news/in-rural-monduliri-teachers-fear-poorer-students-have-fallen-behind/>

<sup>6</sup> Open Development Cambodia (ODC). "Socio-economic impact of COVID-19 on Cambodia." 29 September 2020. Accès le 29 janvier 2021. <https://opendevelopmentcambodia.net/profiles/socio-economic-impact-of-covid-19-on-cambodia/>

<sup>7</sup> Flynn, Gerald and Jazmyn Himel. "School Closures Highlight Inequality in Education as Classes Move Online." *Cambodianess*, 23 March 2020. Accès le 29 janvier 2021. <https://cambodianess.com/article/school-closures-highlight-inequality-in-education-as-classes-move-online>.

<sup>8</sup> C'est une cause majeure de frustration pour les parents de cette génération actuelle de jeunes qui assiste, impuissante, à cet engouement pour les distractions que procure Internet.

<sup>9</sup> Source: Gordon Patterson, 2021.

<sup>10</sup> The World Bank. "Cambodia: \$93 Million Project to Improve Land Tenure Security for Poor Farmers, Indigenous Communities." Press release, 26 June 2020. Accès le 29 janvier 2021. <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/06/26/cambodia-93-million-project-to-improve-land-tenure-security-for-poor-farmers-indigenous-communities>.

- 
- <sup>11</sup> Radio Free Asia (RFA). "Cambodia's Land Concessions Yield Few Benefits, Sow Social and Environmental Devastation." 26 August 2020. Accès le 29 janvier 2021. <https://www.rfa.org/english/news/cambodia/concessions-08262020174829.html>
- <sup>12</sup> Crothers, Lauren. "Goldman Prize-winning Cambodian activist arrested, released in Cambodia." Mongabay, 24 March 2020. Accès le 29 janvier 2021. <https://news.mongabay.com/2020/03/goldman-prize-winning-cambodian-activist-arrested-released-in-cambodia/>
- <sup>13</sup> Humphrey, Chris. "Under cover of COVID-19, loggers plunder Cambodian wildlife sanctuary." Mongabay, 31 August 2020. Accès le 29 janvier 2021. <https://news.mongabay.com/2020/08/under-cover-of-covid-19-loggers-plunder-cambodian-wildlife-sanctuary/>
- <sup>14</sup> Humphrey, Chris. "Alleged gov't-linked land grabs threaten Cambodia's Cardamom Mountains." Mongabay, 1 December 2020. Accès le 29 janvier 2021. <https://news.mongabay.com/2020/12/alleged-government-linked-land-grabs-threaten-cambodias-cardamom-mountains/>
- <sup>15</sup> Global Forest Watch. Accès le 29 janvier 2021. <https://www.globalforestwatch.org/>
- <sup>16</sup> Koemsoeun, Soth. "Mondulkiri officials 'cleared forest'." The Phnom Penh Post, 6 February 2020. Accès le 29 janvier 2021. <https://www.phnompenhpost.com/national/mondulkiri-officials-cleared-forest>
- <sup>17</sup> Savi, Khorn. "Soldiers, residents trade blame over illegal logging in Mondulkiri." The Phnom Penh Post, 27 March 2020. Accès le 29 janvier 2021. <https://www.phnompenhpost.com/national/soldiers-residents-trade-blame-over-illegal-logging-mondulkiri>
- <sup>18</sup> Tatarski, Michael. "Vietnamese agribusiness firm HAGL accused of clearing indigenous land in Cambodia." Mongabay, 15 June 2020. Accès le 29 janvier 2021. <https://news.mongabay.com/2020/06/vietnamese-agribusiness-firm-hagl-accused-of-clearing-indigenous-land-in-cambodia/>
- <sup>19</sup> Radio Free Asia (RFA). "Authorities Threaten to Arrest Activists Monitoring Illegal Logging in Cambodia's Prey Lang Forest." 23 April 2020. Accès le 29 janvier 2021. <https://www.rfa.org/english/news/cambodia/forest-04232020172540.html>
- <sup>20</sup> Keeton-Olsen, Danielle. "Cambodian firm accused of creating a 'monopoly in the timber business'." Mongabay, 13 May 2020. Accès le 29 janvier 2021. <https://news.mongabay.com/2020/05/cambodian-firm-accused-of-creating-a-monopoly-in-the-timber-business/>
- <sup>21</sup> Radio Free Asia (RFA). "NGOs, Activists Decry Blocking of Tree-Blessing Ceremony at Cambodia's Prey Lang Forest." 25 February 2020. Accès le 29 janvier 2021. <https://www.rfa.org/english/news/cambodia/ceremony-02252020125131.html>
- <sup>22</sup> Keeton-Olsen, Danielle and Hun Sirivadh. "Officials Block Prey Lang Activists from Forest Ahead of Annual Event, VOD, 21 February 2020. Accès le 29 janvier 2021. <https://vodenglish.news/officials-block-prey-lang-activists-from-forest-ahead-of-annual-event/>
- <sup>23</sup> Prathna, Saut Sok. "Ministry, Forest Patrollers Accuse Each Other of Breaking the Law." VOD, 25 February 2020. Accès le 29 janvier 2021. <https://vodenglish.news/ministry-forest-patrollers-accuse-each-other-of-breaking-the-law/>
- <sup>24</sup> Sovuthy, Khy. "Groups 'appalled' after ministry bars conservationists from protecting forests." Cambodian Journalists Alliance Association, 26 February 2020. Accès le 29 janvier 2021. <https://cambojanews.com/groups-appalled-after-ministry-bars-conservationists-from-protecting-forests/>
- <sup>25</sup> "Law on Nature Protection Area (Protected Areas Law)080104\_080104. Kingdom of Cambodia. Nation - Religion - King. Protected Areas Law. February 2008." Accès le 29 janvier 2021. [http://www.cambodiainvestment.gov.kh/law-on-nature-protection-area-protected-areas-law\\_080104\\_080104.html](http://www.cambodiainvestment.gov.kh/law-on-nature-protection-area-protected-areas-law_080104_080104.html)
- <sup>26</sup> Koemsoeun, Soth. "Activist ban 'spurs forest crimes'." The Phnom Penh Post, 21 July 2020. Accès le 29 janvier 2021. <https://www.phnompenhpost.com/national/activist-ban-spurs-forest-crimes>
- <sup>27</sup> Dara, Voun. "Mondulkiri officials under fire for land encroachment." The Phnom Penh Post, 20 September 2020. Accès le 28 janvier 2021. <https://www.phnompenhpost.com/national/mondulkiri-officials-under-fire-land-encroachment>
- <sup>28</sup> Une grande partie de la concession était autrefois couverte de forêt naturelle. Elle est actuellement remplacée par des plantations, entraînant - d'après données scrupuleusement recueillies - des coûts dépréciatifs énormes pour la biodiversité, la pollution des rivières ainsi que pour la qualité de vie des populations autochtones locales kuy.

**Source :** IWGIA *The Indigenous World* 2021

**Cambodia Indigenous Peoples' Alliance (CIPA).** CIPA est une alliance de communautés autochtones, d'organisations communautaires regroupés en association et en réseaux.

**Katrine Gro Friborg** est une chercheuse travaillant sur le savoir autochtone, la déforestation, la sécurité alimentaire et l'ethnobotanique.

**Frédéric Bourdier**, anthropologue à l'IRD a revu, corrigé et traduit le texte en français.